

Rapport de l'Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

Du 09 au 13 septembre 2024, Ehtools n°5302

Participants : IMC, ACTION AID, TEARFUND, JSD GL, POPOLI FRATELLI, AVREO, Caritas Uvira, ANOVEV F3, HELP CHANNEL CONGO, FICONADET, DJPE et les Représentants de l'Administrateurs du Territoire de Fizi.

Axe Ekyengya/Burembo (AS Kikonde), AS Umoja, AS Bwala et AS Kilicha (Zone de santé de Fizi).

Contexte

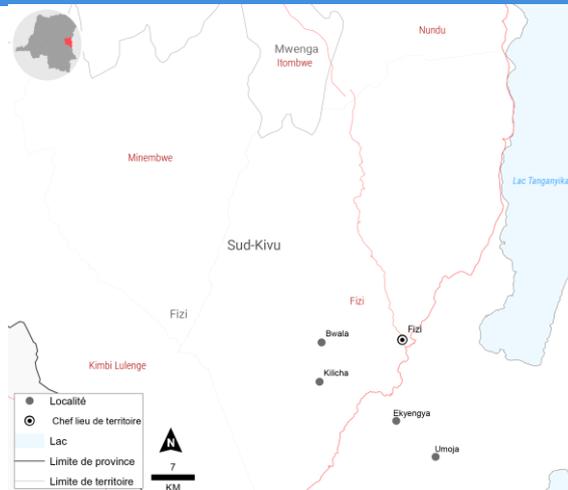
Description de la crise

Depuis le mois de mai 2024, la région de hauts plateaux de Fizi a connu une situation dramatique à la suite de l'activisme des groupes armés locaux et étrangers. Pendant cette période, les affrontements entre les miliciens Mai-Mai et les éléments RED TABARA ont provoqué des mouvements de population depuis cette zone vers les moyens plateaux notamment les zones de santé de Fizi, et Kimbi-Lulenge.

La présente évaluation, fait suite à l'alerte n° 5302, relative à la présence des nouvelles vagues estimées à plus de 2 384 ménages (16 600 personnes déplacées). Ces nouvelles vagues ont été accueillies dans les villages de Milimba 1 (AS Kilicha), Kasiru et Nakatete (AS Umoja), Kadegu (AS Bwala), et Ekyengya/Burembo (AS Kikonde). D'après les dirigeants locaux, ces personnes sont venues de villages de Kisanya, Muonda, Rubondo, et Kabandja, zone de santé de Minembwe, fuyant des affrontements entre les miliciens Mai-Mai de la coalition CNPSC et les éléments de la Résistance pour un Etat de Droit au Burundi (RED-Tabara), jeudi 23 mai 2024.

Cette ERM, conduite du 09 au 13 septembre 2024 dans les aires de santé de Kikonde (particulièrement dans le village Ekyengya/Burembo), Umoja, Bwala et Kilicha, a révélé la présence d'au moins 27,000 personnes déplacées (4485 ménages), avec une pression démographique de 43% sur une population estimée à 10331 ménages. La grande majorité de cette population s'est déplacée dans les collines surplombant les villages des aires de santé de Kikonde, Umoja, Bwala et Kilicha.

La mission a connu la participation des organisations Internationales (IMC, ACTION AID, TEARFUND) les organisations nationales (JSD GL, POPOLI FRATELLI, AVREO, Caritas Uvira, ANOVEV F3, HELP CHANNEL CONGO, FICONADET, DJPE), de deux représentants de l'Administrateur du territoire de Fizi.



Source des résultats : ¹ EM IC RDS/GDC

Code de l'alerte	5302	5302
Autres codes d'alerte		

Date de début de crise	01/09/2024	05/09/2024
Date de fin de crise	01/08/2024	En cours

Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	10331	2209
Taille moyenne ménages	9,7	-

Accès physique
Accès sécuritaire
Présence de la MONUSCO
Incidents au cours des 2 dernières semaines

Couverture tél.

Source : équipe d'évaluation	
Moto	
Non	
Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed do eiusmod tempor	
0%	(estimation)

EM: Enquêtes ménages ; **IC:** Informateurs clés
RDS: Revue de données secondaires
GDC: Groupe de discussion communautaire
OL: Observations libres

Conséquences humanitaires

Des besoins sont pressants, en Abris (89 % des ménages enquêtés vivent soit dans des abris de fortune ou dans des familles d'accueil avec un niveau de promiscuité très élevé. Au total 99 % de ménages enquêtés ont un score alimentaire PAUVRE et LIMITE. De même, 60% de la population s'approvisionnent dans des sources non aménagées, voire dans les eaux de la surface, dans un contexte où 81% des ménages n'ont pas des récipients pour puisage et/ou stockage de l'eau. En outre, 84% des ménages enquêtés partagent une latrine pour plus de 4 ménages. D'autres besoins sont ressentis en AME, Protection, Santé et Nutrition, éducation, etc.

La majorité des acteurs humanitaires qui ont des interventions dans cette zone se limitent à cibler les bénéficiaires situés seulement sur le long de la route Kananda-Kilicha, oubliant la grande majorité de ces bénéficiaires qui sont dans les collines de Burembo/Ekyengya (AS Kikonde), Kalundu, Namulasi, Milimba 1 AS Kilicha), Ilambo, Milimba 2 (AS Bwala) et Umoja. Il est crucial d'envisager la réhabilitation de l'axe routier Kananda-Kilicha et surtout l'axe Kilicha-Milimba, afin de faciliter l'accès à plus de 79% de cette population qui n'a jamais bénéficié d'aucune assistance humanitaire, faute de l'inaccessibilité physique.

Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	1%	1%
18-64 ans	15%	13%
6-17 ans	20%	19%
7 mois-5 ans	12%	11%
0-6 mois	4%	4%
Total	52%	48%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	79%
Nutrition	1%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	4%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	8%
Santé	8%
Education	1%
Nourriture	10%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	0%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	4485				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	4%	1%	35%	-	60%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	1%	-	31%	-	68%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	2%	32%	-	-	66%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	72%	-	-	-	28%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	71%	-	14%	-	14%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	57%	-	43%	-	0%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	2%	47%	50%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris	51%				
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	1%	19%	46%	34%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	10%	0%	3%	40%	49%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	6%	-	3%	-	91%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	14%	43%	41%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	70%				
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	81%	-	-	-	19%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	82%	-	-	-	18%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	85%	-	-	-	15%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	85%	-	11%	-	4%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	31%				

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

La persistance de l'insécurité dans la zone de provenance, continue à accentuer le sentiment de peur au sein de cette population, ce qui leur démotive d'envisager déjà des mouvements retour dans leurs villages d'origine. Pendant ce temps, le niveau de la vulnérabilité de cette population reste très élevé, dans un contexte où les capacités de réponse de partenaires qui se positionnent en Abris, AME, Sécurité alimentaire, Wash, éducation sont loin à pouvoir répondre à l'immensité des besoins relevés à l'issue de la mission ERM. La situation de la population du village de Burembo/Ekyengya dans l'aire de santé de Kikonde nécessite une attention particulière.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	48%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	17%
Vouchers / foires	2%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	59%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	5%
Autre	0%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

	(Fréquence de réponses pondérée) ³ Fréquence max. possible: 28
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	3
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	22
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	14
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	0
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	19
Santé	8
Education	15
Protection (y compris la sécurité)	3
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	0
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
■ Déplacés	43%	17%	
■ Retournés	0%	14%	
■ Communauté hôte / autochtones	57%	62%	
■ Réfugiés	0%	7%	
■ Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	4485	375
Retournés	0	314
Communauté hôte / autochtones	5846	1361
Réfugiés	0	156
Rapatriés / expulsés	0	3

Analyse des mouvements de population

Il s'agit ici d'un déplacement forcé et massif entraînant un afflux de personnes déplacées internes et des réfugiés Hutu Rwandais et Burundais (vivant en dehors du camp). Le déplacement a été forcé, soudain et récurrent. Nombreux sont des personnes qui ont déjà fait des mouvements à répétition. Ces personnes ont généralement tout abandonné (maison, biens ménagers, champs agricoles, et même les membres de familles). Dans les localités évaluées (Axe Ekyengya/Burembo dans l'AS Kikonde, AS Umoja, AS Bwala et AS Kilicha, le nombre des personnes déplacées est estimé à 4485 ménages, avec une pression démographique de 43% sur une population estimée à plus de 10331 ménages.

Au moins 79% de cette population n'a pas encore bénéficié d'aucune quelconque assistance humanitaire. Nombreux des acteurs humanitaires qui ont des interventions dans cette zone se limitent à cibler les bénéficiaires sur le long de la route Kananda-Kilicha, oubliant ceux qui sont dans les collines de Burembo/Ekyengya (AS Kikonde), Kalundu, Namulasi, Miliimba 1 AS Kilicha), Ilambo, Miliimba 2 (AS Bwala) et Umoja.

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

10331 2209

Taille moyenne des ménages (EM)

9,7 -

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

43% 62% #REF!

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

(Réponse IC majoritaire)
53% ii, beaucoup (plus de la moitié)

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée

5527 -

#REF!
#REF!

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	
Retournés	
Communauté hôte / autochtones	
Réfugiés	
Rapatriés/Expulsés	
Total	

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. **L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.**

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total		
	n	%	n	%	n	%	
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	1	13%	1	12%
	115-125 mm	1	100%	0	0%	1	11%
	>125 mm	0	0%	6	87%	6	77%
	MAG	1	100%	1	13%	2	23%
Filles de moins de 5 ans	n	%	n	%	n	%	
	<115 mm	1	36%	0	0%	1	18%
	115-125 mm	1	36%	0	0%	1	18%
	>125 mm	1	28%	3	100%	4	63%
MAG	2	72%	0	0%	2	37%	
Enfants de moins de 5 ans	n	%	n	%	n	%	
	<115 mm	1	28%	1	9%	2	14%
	115-125 mm	2	50%	0	0%	2	14%
	>125 mm	1	22%	9	91%	10	71%
MAG	3	78%	1	9%	4	29%	
Femmes enceintes et allaitantes	n	%					
	<185 mm	0	0%				
	185-230 mm	3	43%				
	>230 mm	4	57%				
MAG	3	43%					

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. **L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.**

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans	≥ 2 ans	Total	
	n	n	n	
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	6	4	9
	115-125 mm	101	101	202
	MAG	107	105	211
Filles de moins de 5 ans	n	n	n	
	<115 mm	7	3	9
	115-125 mm	76	127	203
MAG	83	129	212	
Enfants de moins de 5 ans	n	n	n	
	<115 mm	12	6	0
	115-125 mm	177	228	405
MAG	189	234	423	
Femmes enceintes et allaitantes	n			
	<185 mm	0		
	185-230 mm	63		
MAG	63			

Analyse Nutrition

Toutes les structures sanitaires évaluées ont chacune une Unité Nutritionnelle et Thérapeutique Ambulatoire (UNTA) fonctionnelle, mais certaines d'entre elles ne sont pas appuyées (Kikonde et Umoja), ce qui explique des ruptures en intrants de prise en charge nutritionnelle au cours des ces trois derniers mois (juin, juillet et août). Toutes fois, les données fournies dans ce tableau ne reflètent pas beaucoup l'image de la réalité du terrain, du fait qu'il n'y avait pas un nutritionniste au sein de l'équipe de la mission. En dépit de cela, selon les données collectées dans les centres de santé visités, la moyenne de MAG est de 301 cas (pour ces trois derniers mois) chez les enfants de moins de 5ans. De ceci découle en moyenne 133 cas de malnutrition aigüe sévère (soit 44%) chez les enfants de moins de 5ans. Les structures ayant notifié beaucoup d'enfants sont Umoja, et Kikonde (particulièrement dans le village d'Ekyengya/Burembo), lesquelles sont non appuyées. Il est donc nécessaire d'envisager un appui dans ces structures de santé non appuyées en intrants de prise en charge.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		18	
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	36%	14	
Agriculture de subsistance	61%	18	
Agriculture de rente	0%	6	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	4	
Élevage	0%	8	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	0	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	1%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	1%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	58%	-	
Non	41%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	
Proportion de cultures endommagées (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié) / Oui, quelques-un(e)s (moins de la moitié)
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
			Non consensus
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	76%	-	
Non	24%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	4%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	69%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	20%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
			Oui
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	36%	9	
Non	64%	9	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	2	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	16	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
		18	
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	49%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	0%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	9%	-	
Marché	38%	-	
Travail pour de la nourriture	50%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	5%	-	
Achat auprès d'un voisin	24%	-	
Petit commerce	6%	-	
Vente de braises/charbon, etc	1%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	5%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	8%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	0%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	0%	-	
Autre	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	60%	-	5
1-2 semaines	35%	-	3
3-4 semaines	1%	-	1
Plus de 4 semaines	4%	-	
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ⁴			
Acceptable (>42)	1%	-	1
Limite (>28)	31%	-	3
Pauvre (≤28)	68%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁵			
Durable (<4)	2%	-	1
Sous pression (<19)	32%	-	3
Crise / urgence (≥19)	66%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

La situation alimentaire des populations déplacées et résidentes, reste très préoccupante du fait que la sécheresse, l'abandon des champs et le pillage des champs par les déplacés sont à la base de la rareté des produits agricoles sur le marché. Par conséquent, 99 % de ménages enquêtés ont un score alimentaire PAUVRE (68%) et LIMITE (31%). Les produits manufacturés sont chers par rapport au coût de vie de la communauté. Les cultures maraichères sont absentes dans la zone. Il s'observe une augmentation des prix des denrées alimentaires dans les zones évaluées due à la baisse de production et la pression démographique. La quasi-totalité des ménages (95%), que ce soit dans les moyens et hauts plateaux, n'ont pas de ressources (stocks) alimentaires pour couvrir 4 semaines de nourriture. Selon les témoignages de certains leaders locaux, le stock alimentaire ne couvre qu'une seule journée.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris		18	

Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)

Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	51%	-
En famille d'accueil	38%	-
Dans un site spontané	2%	-
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	9%	-
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	-
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)

Quelques-uns (moins de la moitié des ménages)

Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM⁶, IC²)

Maison (construction durable)	2%	9
Maison (construction non-durable délabrée)	68%	17
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	30%	13
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	0
Ecole transformée en centre collectif	-	1
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0
Autre	0%	0
Ne sait pas	0%	0
Ne souhaite pas répondre	0%	0

Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)

Oui, quelques-uns (moins de la moitié)

Promiscuité dans les abris (EM)

Oui	51%	-
Non	49%	-
Ne sait pas	0%	-

Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5



Sévérité

3

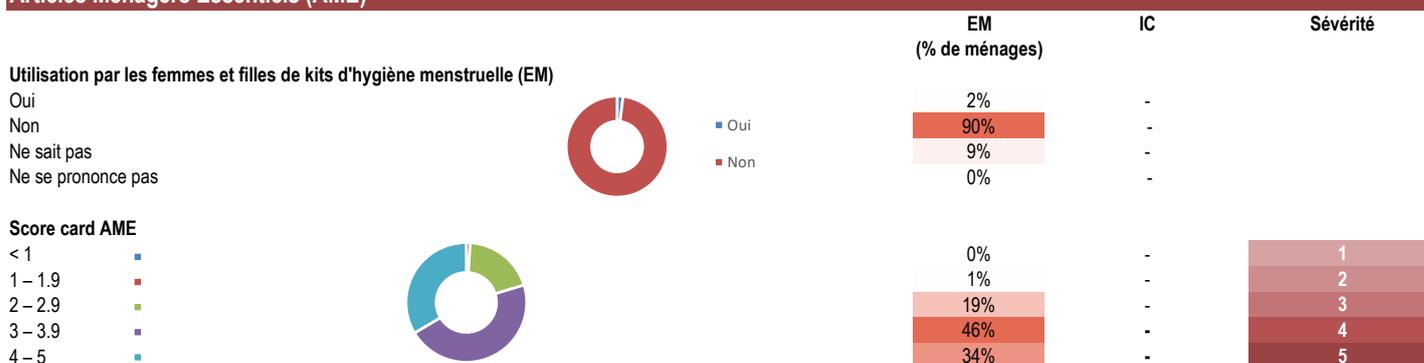
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) ⁷

Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	2%	1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	43%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	4%	
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	0%	2
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	19%	3
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	6%	
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	5%	
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	4
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	18%	
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	1%	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	

Analyse Abris

Au moins 89 % des ménages enquêtés vivent soit dans des abris de fortune ou dans des familles d'accueil avec un niveau de promiscuité très élevé. Dans toutes les localités évaluées et frappée par la crise, presque 100 % des maisons, particulièrement dans les hauts plateaux sont des huttes en pailles. Certaines habitations des personnes déplacées utilisent des habits usés et déchiquetés comme des moyens de couchage. D'autres recourent aux feuilles sèches des bananiers pour la literie. Cette situation leur expose aux contacts avec les vecteurs avec un risque élevé de la contamination et la propagation rapide des maladies contagieuses.

Articles Ménagers Essentiels (AME)



Analyse AME

Selon les participants aux différents groupes de discussions, les ménages déplacés ont abandonné tous leurs articles ménagers essentiels lors de déplacement. Les ménages déplacés profitent de la charité des familles d'accueil qui leur prêtent ou carrément offrent quelques AME (bidon, casserole, assiette, nattes et même les vêtements...). 80 % de ménages ont un score CARD AME supérieur ou égal à 3 contre 20 % dont le score est entre 2 et 2,9. De même 90 % de femmes et filles en âge de procréer n'utilisent pas de kits d'hygiène menstruelle (EM) car elles n'en ont pas. Selon les participants aux groupes de discussion, les articles ménagers prioritaires sont : Casserole, bidon et assiettes. Une assistance en articles ménagers essentiels aux ménages déplacés est recommandée dans la zone.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		22	
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinets privés	-	1	
Robinets public / bornes fontaines	-	3	
Puits à pompe / forage	-	1	
Puits creusé aménagé	-	46	
Source naturelle aménagée	-	2	
Source naturelle non-aménagée	-	2	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	183	
Camion-citerne	-	1	
Charrette avec petite citerne	-	1	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	1	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	183	
Type de source d'eau (EM) ⁸			
Source améliorée	32%	-	1
Source non-améliorée	28%	-	3
Eau de surface	40%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	70%	-	4
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)			
			Oui, quelques-uns (moins de la moitié)
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes		77%	-
De 31 minutes à 2 heures	77%	22%	1%
Plus de 2 heures		1%	-
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème	5%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	8%	4	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	7%	3	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	0%	1	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	1%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	21%	13	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	5%	12	
L'eau est trop chère	5%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	81%	12	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	21%	1	
Autre	1%	4	
Ne sait pas	1%	0	

EM (% de ménages) IC (Fréquence de réponses pondérée)³ Sévérité

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA

22

Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²

Tous les membres sans distinction	#DIV/0!	-
Les hommes adultes	#DIV/0!	-
Les femmes adultes	#DIV/0!	-
Les garçons de moins de 18 ans	#DIV/0!	-
Les filles de moins de 18 ans	#DIV/0!	-
Ne sait pas	#DIV/0!	-
Ne se prononce pas	#DIV/0!	-

Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁷

Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	10%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	0%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	7%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	3%	-	4
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	8%	-	5
Accès à de l'eau de surface uniquement	40%	-	1
Pas assez d'eau pour boire	49%	-	3

Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)

Oui, eau et savon	6%	3%	91%	6%	-	1
Oui, eau seulement				3%	-	3
Non				91%	-	5

Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)

Aucun(e)

Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)

Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)

Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)

Oui	72%	28%	0%	72%	-
Non				28%	-
Ne sait pas				0%	-
Ne se prononce pas				0%	-

Latrines séparées par sexe (EM)

Oui	19%	81%	0%	19%	-
Non				81%	-
Ne sait pas				0%	-
Ne se prononce pas				0%	-

Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²

Présence de matières fécales	-	14
Eau stagnante	-	10
Déchets solides domestiques	-	16
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	3
Rongeurs / rats	-	6
Aucun	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		22	
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{7,9}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	14%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	43%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	41%	-	5

Analyse EHA

Le constat fait lors de la mission, fait état des difficultés énormes d'accès à l'eau potable, en raison de manque d'un nombre convenable des sources aménagées fonctionnelles dans la zone, particulièrement dans les villages situés dans les hauts plateaux. Pour s'approvisionner en eau, la grande partie de la population y compris les familles hôtes (60%) fait recours à des rivières dont elles partagent avec les bétails. C'est cette eau qui est utilisée pour tous les besoins (boisson, lessive, lavage, voire pour les bétails). La quasi-totalité des ménages de personnes déplacées n'a pas des récipients pour le puisage ni le stockage de l'eau (81%). En plus, il s'observe aussi le problème d'insuffisance des latrines au sein de la communauté : 84% des ménages enquêtés partagent une latrine pour plus de 4 ménages, et utilisent des latrines non séparées par sexe. Certains membres des familles déplacées, y compris les familles hôtes font leurs besoins à ciel ouvert, et on peut observer même des selles éparpillées sur la surface du sol. Cette situation reste similaire pour les structures sanitaires et scolaires des villages visités. Par conséquent, le risque d'augmentation des cas des maladies d'origine hydrique, telle que les maladies diarrhéiques, la fièvre typhoïde, voire le choléra, reste très élevé. Pour les trois derniers mois, le taux de diarrhée pour les cas admis par aire de santé est de 70% des cas en moyenne. Au moins plus de 20 sources sont non aménagées.

Santé

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé **22**

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	85%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	0%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	7%	-
Autre	8%	-

Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	81%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	6%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	9%	-
Autre	4%	-

Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)

Non consensus

Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)

Moins de 1 heure	63%	-
Entre 1 heure et 2 heures	19%	-
Entre 2 heures et une demi-journée	11%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible	7%	-

Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)

A la maison avec famille	-	0
A la maison avec sage-femme	-	0
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de santé / d'accueil	-	22
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		22	

Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) ²

Pas de problèmes	-	0
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	3
Manque de médicaments	-	12
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	22
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	5
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	2
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	4
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	2
Autre	-	0
Ne sais pas	-	0

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	70%	-	4
Fièvre	77%	-	
Toux	57%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)

Oui	57%	-
Non	29%	-
Ne sait pas	0%	-



Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	1124	1124
Infection Respiratoire Aigue	413	413
Diarrhées aiguës	166	166
Typhoïde	0	32
Malnutrition aigue globale	452	372
Rougeole	29	29
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	0

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque modéré

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque modéré

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Oui, beaucoup

Analyse Santé

Les personnes déplacées, les résidents présentent des pathologies dues au contact avec les vecteurs pendant leur déplacement. Les difficultés d'accès à l'eau potable, le nombre très réduit des installations hygiéniques, ainsi que les conditions d'hébergement notamment le niveau élevé de la promiscuité dans les familles d'accueil, constituent les causes principales de l'augmentation des cas des maladies contagieuses, d'origine hydrique et autres. Les maladies les plus courantes sont entre autres le paludisme, les maladies diarrhéiques et les infections des voies respiratoires. La situation reste plus préoccupante dans le village de Ekyengya /Burembo, un village situé sur les collines surplombant le village de Kikonde. Ce village dispose d'un petit poste de santé pour une population de près de 10.000 habitants. Le centre de santé est à une distance de plus de 20Km. Dans les groupes de discussion à Burembo, les participants ont mentionné que plus de 30 enfants ont décédé de la rougeole depuis le début de l'année 2024. Certains dans la communauté et les autres dans les structures sanitaires par manque d'une bonne prise en charge.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		20	
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	19%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	24	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	18%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	16	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	5	-	
Nombre total de personnes âgées	1	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)²

	Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³			
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	3	6	5	3
Meurtre	2	2	2	0
Mutilations / coups et blessures	0	0	0	0
Violences intercommunautaires	0	2	0	0
Violences sexuelles	0	6	4	8
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	8	4	8	0
Blessés / morts dus aux mines	0	0	0	0
Mariage forcé / précoce	3	8	7	14
Violences conjugales	2	4	0	0
Séparation des familles	4	2	4	3
Pillage / vol / cambriolage	0	0	0	0
Pillage du bétail	0	0	2	0
Arrestations arbitraires	2	0	0	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	2	2	0	2
Recrutements / enrôlements forcés	6	2	4	0
Démobilisation d'acteurs armés	1	0	0	0
Travaux forcés	9	6	7	10
Autre	0	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	16%	-
Déni d'accès à des services	3%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	13%	-
Mariage forcé	14%	-
Travail forcé	12%	-
Pas de cas dans le ménage	69%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	12%	-
Déni d'accès à des services	1%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	5%	-
Mariage forcé	17%	-
Travail forcé	13%	-
Pas de cas dans le ménage	72%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Non

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		20	
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²			
Pas de cas dans la communauté	46%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	3%	-	
Viol	35%	-	
Agression sexuelle	23%	-	
Violence physique ou harcèlement	15%	-	
Mariage forcé	25%	-	
Déni d'accès à des services	2%	-	
Abus psychologique / émotionnel	4%	-	

Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)

Non

Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)

Tensions avec la communauté d'accueil	-	0
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	0
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	12
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	3
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0
Autre	-	2
Ne sait pas	-	3
Ne se prononce pas	-	3

Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)

Oui

Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²

Aucun problème	-	10
Accapement des terres	-	0
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	2
Accès à la terre pour les PDIs	-	6
Augmentation du coût du loyer	-	2
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	2
Destruction des cultures ou des animaux	-	6
Destruction des étangs piscicoles	-	0
Exploitation des ressources naturelles	-	0
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0
Insécurité d'occupation	-	0
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	1
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	1
Problèmes de limites	-	0
Rareté des terres	-	2
Remise en cause des transactions foncières	-	0
Répartition inégale des terres	-	0
Restitution des biens	-	0
Successions	-	0
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	2
Ne sait pas	-	0
Autre	-	0

Analyse Protection

Dans toutes les localités visitées, il s'est révélé la présence d'un nombre important d'incidents de protection non rapporté par manque d'un mécanisme approprié pour le monitoring de protection. Parmi ces actes figurent les cas de viol non rapportés et qui n'avaient pas bénéficié de la prise en charge holistique pour des raisons de manque des partenaires d'appui particulièrement à Burembo/Ekyengya (AS Kikonde) et Umoja. Pendant les entretiens avec les groupes de discussions, au moins 60 cas viol ont été enregistrés dans la communauté. Nombreux de ces cas ont eu lieu dans les villages se trouvant dans les collines surplombant Bwala, Umoja et Kilicha. La majorité de ces victimes n'avaient même pas bénéficié d'aucune prise en charge. La distance entre ces villages et les structures sanitaires, la non-disponibilité des Kit PPE, la crainte de stigma, et le manque des partenaires intervenant en VBG, font parties des raisons qui limitent les victimes à accéder à la prise en charge holistique. En plus il s'est observé également une présence des structures communautaires de protection, (RECOPE, EAE) mais qui ne sont pas redynamisée.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education		26	
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	85%	-	1
Plus de 1 heure	11%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	4%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	2%	-	
Non	98%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	19	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	2	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	2	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	16%	-	
Filles (Primaire)	16%	-	
Garçons (Secondaire)	41%	-	
Filles (Secondaire)	52%	-	
Total	31%	-	2
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	86%	-	
Ecole trop éloignée	1%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	1%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	3%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	0%	-	
Enfant jamais allé à l'école	0%	-	
Autre	3%	-	
Ne se prononce pas	6%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)³

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	2	2
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	16	17
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0	0
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0	0
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	0	3
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce / mariage forcé	3	-
Grossesse précoce	0	-
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	1	0
L'école est trop loin	0	0
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0	0
Autre	0	0
Ne sait pas	0	0
Ne se prononce pas	0	0

Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
2	2
16	17
0	0
0	0
0	3
0	0
3	-
0	-
0	0
0	0
0	0
1	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:

Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	71%
Avant la crise	-	83%

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	71%
Avant la crise	-	77%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	67,5
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	71

Analyse Éducation

Pendant l'évaluation, il a été observé la présence des infrastructures scolaires non fiables. Certaines ne sont que des hangars et d'autres sont construites en paille (100%, particulièrement dans hauts plateaux). Présence également d'un nombre important des enfants qui ne fréquentent pas l'école (93% des ménages). Ces enfants ont des difficultés de fréquenter l'école pour des raisons multiples : (i) le manque des moyens financiers de parents pour payer les frais scolaires (86%), la perte des outils scolaires, (iii) d'autres enfants sont contraints de rester à la maison en train de garder les petits frères et sœurs, pendant que les parents sortent pour la recherche de moyens de survie. Pour certaines écoles situées sur le long de la route Umoja-Kilicha, il s'observe aussi une pléthore d'enfants dans des salles de classe, jusqu'au point que les autres n'ont pas des places pour s'asseoir. Cette situation démotive d'autres enfants à poursuivre les études.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		28	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Oui	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) ²			
Pas d'aide reçue	79%	-	
Nutrition	1%	0	
Abris	0%	3	
AME	4%	7	
EHA	8%	7	
Santé	8%	9	
Education	1%	8	
Nourriture	10%	3	
Moyens de subsistance	0%	7	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	3	
Communication	0%	0	
Cash	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	3	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	22	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	14	
AME	-	0	
EHA	-	19	
Santé	-	8	
Education	-	15	
Protection (y compris la sécurité)	-	3	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²			
Cash physique (en espèces)	48%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	17%	-	
Vouchers / foires	2%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	59%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	5%	-	
Autre	0%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	6%	-
Où recevoir l'assistance	55%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	55%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	9%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	7%	-
Comment donner son feedback	25%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	9%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	0%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	1%	-
Autre	1%	-
Préfère ne pas répondre	3%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	36%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	30%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	17%	-
SMS	0%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	3%	-
Evenements communautaires	3%	-
Crieurs publics avec mégaphones	18%	-
Au travers des leaders communautaires	25%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	0%	-
Organisations / comités de femmes	2%	-
Autorités locales gouvernementales	0%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	1%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	35%	-
Boîte à plaintes	44%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	29%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	5%	-
SMS	3%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	1%	-
Evenements communautaires	3%	-
Crieurs publics avec mégaphones	3%	-
Au travers des leaders communautaires	20%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	0%	-
Organisations / comités de femmes	2%	-
Autorités locales gouvernementales	0%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre (préciser)	1%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

Analyse AAP

Les modalités de distribution préférées par les déplacés sont, l'assistance en nature (59%) et l'assistance en cash physique (48%). La plupart de ménages soit 79% n'ont jamais reçu une quelconque assistance humanitaire. Cependant, 21% ont affirmé avoir déjà reçu l'assistance en nutrition, en santé et en éducation. Les communautés ont comme besoin en information : où et comment s'enregistrer pour recevoir l'assistance (55%), qui peut accéder à l'assistance (55%). Les moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire sont le face-à-face avec un travailleur humanitaire (30%), l'appel téléphonique (36%), les crieurs du village (18%), à travers les leaders communautaires (25%). Les 3 mécanismes de gestion de plaintes et de rétroaction sont les boîtes aux plaintes (35%), le face-à-face avec un travailleur humanitaire (73%) et les appels téléphoniques (35%).

Conclusions générales et commentaires

La mission réalisée du 09 au 13 Village Ekyengya/Burembo (AS Kikonde), Umoja, Bwala et Kilicha, a révélé la présence d'au moins 27,000 personnes déplacées (4485 ménages) avec un pression démographique de 43% sur 10331 ménages, dont la grande majorité s'est déplacée dans les collines surplombant les villages des aires de santé de Kikonde, Umoja, Bwala et Kilicha.

Des besoins pressants sont en Abris (89 % des ménages enquêtés vivent soit dans des abris de fortune ou dans des familles d'accueil avec un niveau de promiscuité très élevé), Sécurité alimentaire (99 % de ménages enquêtés ont un score alimentaire PAUVRE (68%) et LIMITE (31%)), WASH (60% de la population s'approvisionnent dans des sources non aménagées, voire dans les eaux de la surface. Pendant que 81% des ménages n'ont pas des récipients pour puisage et/ou stockage de l'eau, dans un contexte où 84% des ménages enquêtés partagent une latrine pour plus de 4 ménages, et utilisent des latrines non séparées par sexe). D'autres besoins sont ressentis en AME, Protection, Santé et Nutrition, éducation, etc.

Il est crucial d'envisager la réhabilitation de l'axe routier Kananda-Kilicha et Kilicha- Milimba, afin de faciliter l'accès à plus de 79% de cette population qui n'a jamais bénéficié d'aucune assistance humanitaire, faute de l'inaccessibilité physique.

Nombreux des acteurs humanitaires qui ont des interventions dans cette zone se limitent à cibler les bénéficiaires situés seulement sur le long de la route Kananda-Kilicha, oubliant la grande majorité de ces bénéficiaires qui sont dans les collines de Burembo/Ekyengya (AS Kikonde), Kalundu, Namulasi, Milimba 1 AS Kilicha), Ilambo, Milimba 2 (AS Bwala) et Umoja.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.

2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.

3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.

4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation « pauvre », 28,5-42 pour une consommation « limite » et > 42 pour une consommation « acceptable ».

5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISS/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation « acceptable », 4 - <= 18 pour une situation « limite » et > 19 pour une situation « pauvre ».

6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".

7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.

8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).

9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)